

## **421. Incapacité civile des mineurs**

### **1740 décembre 5. Neuchâtel**

*Un mineur n'a pas le droit de s'obliger. Un acte signé par un notaire est valable sans être signé par les témoins.*

Sur la requette présentée à monsieur le maître bourgeois en chef et a messieurs  
du Conseil Étroit de la Ville de Neufchatel en Suisse, par le sieur François Tattet  
des Verrieres, aux fins d'avoir la déclaration de la coutume de ce païs, sur les  
points et articles suivants.

1°. Si dès qu'un enfant a communié et qu'il s'oblige conjointement avec son  
père ; cet enfant est en droit dans la suite d'alléguer qu'il étoit mineur, et qu'il  
ne pouvoit vallablement contracter et s'obliger, et si un enfant n'est pas majeur  
en ce païs à l'aage de dix neuf ans.

2°. Si les enfants qui n'ont pas été receu judiciairement à faire renonciation  
aux biens de père et de mère ne sont pas tenus et obligés de payer les dettes de  
leurs dits père et mère et cela, soit que les dits enfants soyent en aage de pu-  
pillarité, de minorité, ou de majorité, comme aussi soit qu'ils ayent été présents  
ou non aux actes obligatoires, ou qu'ils ayent même été passés à leur insçu.

3. Si l'on n'est pas en droit de stipuler et exiger l'interrêt au feu du cinq  
pour cent par an, tant sur de simples billets que sur les obligations et rentes  
dans toute l'étendue de la souveraineté de Neufchatel en général, sans aucune  
distinction de la baronie du Landeron, quoy qu'on y professe la religion catho-  
lique romaine.

4°. S'il est de pratique dans cet État que les parties et les témoins signent  
aux actes publics, passés devant notaires, et si non-obstant cela on n'ajoute pas  
foy aux actes que les notaires receoivent.

Mondit sieur le maître bourgeois en chef et mes dits sieurs du Conseil Étroit,  
après avoir délibéré et consulté entr'eux, ont donné par déclaration que de tout  
tems la coutume de cette souveraineté est telle, savoir.

Sur le premier, que quoy qu'un enfant ait communié, s'il n'est pas majeure il  
ne peut vallablement contracter ; mais que, dans ce païs, un home est majeure  
à l'aage de dix neuf ans accomplis, et par conséquent il peut dès là se marier  
et, moyennant qu'il soit de franche et libre condition, il peut aussi disposer de  
ses biens, s'obliger et vallablement contracter, à moins qu'à cause d'imbécilité  
d'esprit ou pour deffaut de conduite<sup>a</sup> / [fol. 61v] de conduite on n'aye trouvé  
nécessaire de le pourvoir en justice d'un tuteur.

Sur le second, que dès que des enfants n'ont point fait quittance et aban-  
donnation<sup>b</sup> formelle en ouverte justice des biens de leurs père et mère, ils sont  
tenus et obligés, après la mort d'iceux, de payer les dettes de leurs dits père  
et mère, soit que les dits enfants se trouvent en aage de pupillarité, de minori-

té ou de majorité comme aussi soit qu'ils ayent été présents ou non aux actes obligatoires, ou que même ils ayent été passés à leur insçu.

Sur le troisième, que dans tout ce païs l'on peut généralement et sans aucune distinction des lieux stipuler l'interrêt au feur du cinq pour cent, tant par simples  
5 billets que par obligations et rentes & exiger le dit interrêt en conséquence.

Et sur le quatrième, qu'à tous les actes receus et signés par des notaires publics et jurés de cette souveraineté, pleine et entière foy est ajoutée, sans que pour les rendre vallables il soit nécessaire ni même de pratique de faire  
10 signer les dits actes par les parties ni par les témoins.

Laquelle déclaration ainsi rendue, il a été ordonné etcétéra. Ce 5<sup>e</sup> décembre  
1740 [05.12.1740].

[Signature :] Philibert Perroud [Seing notarial]

**Original :** AVN B 101.14.002, fol. 61r-61v ; Papier, 22 × 34.5 cm.

<sup>a</sup> Ajout au-dessous de la ligne, réclame.

<sup>b</sup> Suppression par biffage : de bien.